

Notes de réflexion
et d'analyse
Etudes
& Emission TV *Regards*
du CEPAG
+ Fiches d'actualité
de la Centrale Culturelle
Bruxelloise

2014

Centre d'Education Populaire André Genot

Editrice responsable : Anne-Marie Andrusyszyn - Rue de Namur 47, 5000 Beez © 2015

Avec le soutien de :



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Banque Nationale
DE BELGIQUE

www.ramdam.be - 1508

NOTES DE RÉFLEXION ET D'ANALYSE

Les notes de réflexion et d'analyse, ainsi que les deux études, produites par le CEPAG en 2014 sont résumées dans ce recueil. Elles sont disponibles, dans leur intégralité sur le site : www.cepag.be ou sur demande : cepag@cepag.be tél. 081 26 51 56.

janvier 2014 // Vanessa Amboldi

EXTRÊME DROITE ET EXTRÊME GAUCHE : LE DANGEREUX AMALGAME

« Les extrêmes s'attirent » affirme le dicton romantico-populaire. Mais est-ce le cas en politique ?

La presse - avec l'approbation, tacite ou non, des partis « traditionnels » - semble le penser. Ils sont nombreux les articles, édits et autres caricatures de presse à user et abuser de ce (dangereux) amalgame. Souvenez-vous le dessin de Plantu, publié en 2011, crayonnant Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, les « néopulistes », littéralement unis par un seul et même discours.

Tentative d'analyse d'un amalgame, véritable reflet du brouillage actuel des repères politiques.

janvier 2014 // Laurent D'Altoe

RETOUR VERS LA PLANÈTE MARX

Ringarde, dépassée, poussiéreuse... Ces dernières années, la doctrine marxiste n'a pas vraiment eu bonne presse (de droite). Poussée vers la sortie par un libéralisme triomphant, l'analyse des conditions d'exploitation des travailleurs par les propriétaires des moyens de production ressort aujourd'hui des oubliettes de l'histoire économique et sociale pour jeter un regard neuf sur les crises que nous traversons actuellement. Quelques réflexions...

février 2014 // Olivier Bonfond

RATIFICATION ET TRANSPOSITION DU TSCG : NI AUDITION, NI MARGE DE MANŒUVRE !

Le 2 mars 2012, les chefs de gouvernements de 25 Etats membres de l'UE ont signé le TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance).

Ce texte vise à garantir la maîtrise des dépenses publiques et donc à éviter tout « déficit excessif ». Les Etats concernés ne peuvent dorénavant présenter un budget dont le déficit est supérieur à 0,5 % du PIB. En réalité, c'est pire que cela. En effet, comme le souligne l'article 2 de la loi de transposition : « Cette règle (règle d'or) est considérée comme respectée pour la Belgique si le solde structurel annuel de l'ensemble des pouvoirs publics atteint l'objectif à moyen terme », soit 0,75 % de surplus structurel...

février 2014 // Lydie Gaudier

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA WALLONIE DANS LE CADRE DE LA JUSTE TRANSITION

Cette note n'a pas l'ambition d'être exhaustive car le sujet est trop vaste pour être synthétisé en quelques pages. Il s'agit ici de rendre compte du panorama général de la politique énergétique au niveau de la Wallonie et de formuler une série de réflexions.

février 2014 // Laurent D'Altoe

LA COMPÉTITIVITÉ JUSQU'À LA NAUSÉE

C'est l'un des mots les plus utilisés dans les sérails économiques et politiques. Les médias en abreuvent le bon peuple en oubliant cependant un détail : finalement, on ne sait pas vraiment ce que c'est... la compétitivité.

Echo du séminaire d'actu du Cepag : « Compétitivité, tarte à la crème du libéralisme européen et de la mondialisation », organisé le vendredi 14 février 2014 à Beez.

février 2014 // Nicolas Latteur

TRAVAIL, PRÉCARITÉ, RÉSISTANCES : L'ACTION COLLECTIVE FACE À LA PRÉCARITÉ

Le 21 février dernier, le CEPAG et la FGTB Wallonne ont organisé une nouvelle journée sur la dégradation des conditions de travail et sur les résistances qui tentent de lui faire face. Cette journée d'étude poursuit une vaste réflexion et sensibilisation sur le travail, ses conditions, et sur les résistances collectives qui mettent en cause son organisation capitaliste.

C'est essentiellement au travers de la précarité que la question de l'action collective – notamment l'action syndicale – a été abordée. Car, la précarité est devenue une caractéristique essentielle des conditions de travail d'aujourd'hui : peur de perdre son emploi, restructuration, menaces de délocalisation, sous-traitance, contrats temporaires, travail intenable, stress...

Le syndicalisme du 21^e siècle est donc confronté à un enjeu majeur : celui de construire des formes de résistance adéquates à la nouvelle donne du travail précaire afin de peser sur les rapports sociaux qui le produisent.

Construite autour d'interventions de délégués syndicaux et de sociologues du travail et de l'action collective, cette journée a permis d'échanger sur des situations de travail de différents secteurs d'activité et sur les conditions à réunir pour développer des formes d'action collective qui tentent de contrer cette précarisation. Cette note propose une réflexion et une approche synthétique des contenus développés lors de cette journée et constitue une invitation à s'investir dans cet enjeu central pour les mouvements sociaux du 21^e siècle.

avril 2014 // Céline Moreau

GRANDE DISTRIBUTION : LA LOI DE LA JUNGLE

Horaires hyper-flexibles, travail du dimanche, salaires insuffisants, précarisation...

Le secteur de la grande distribution reflète souvent le monde socio-économique voulu par un capitalisme aussi agressif que triomphant. Parallèlement, les grands groupes investissent également les commerces de proximité tout en les asservissant. De leur côté, les syndicats se battent pour réguler un secteur qui demeure malgré tout un gros pourvoyeur d'emplois.

Eternel dilemme...

mars 2014 // Nicolas Latteur

DOMESTIQUER L'ACTION SYNDICALE : TECHNIQUES MANAGÉRIALES

Nombre de médias, de politiques mais aussi de personnes reconnues pour leurs « expertises scientifiques » louent la concertation sociale entre « partenaires sociaux responsables » (sic !). Promue notamment par les organisations patronales, elle peut dissimuler un ensemble de stratégies des directions d'entreprise visant à contenir et/ou à contourner l'action syndicale.

Cette dimension s'avère très complémentaire de la promotion de la concertation. Car il s'agira de tenter de négocier autour des schémas de pensée et des priorités définies par l'un plutôt que par l'autre. Les modes d'organisation du travail sont, à cet égard, exemplaires. Ils visent autant à accroître l'implication subjective des salariés que de les détourner de toute forme d'action collective indépendante, en particulier de tout mouvement syndical.

Mais quelles sont les techniques patronales pour précisément domestiquer les conflits du travail ? Nombre de salariés et de représentants syndicaux ont pu pressentir et observer les stratégies à l'œuvre. L'intérêt du travail de Baptiste Giraud est de se baser sur l'observation de stages de formation organisés par des consultants en management. Son travail nécessite une réappropriation pour tous ceux qui souhaitent ne pas se laisser emporter par ces stratégies d'affaiblissement de l'action collective.

avril 2014 // Lydie Gaudier

LA RÉFORME DU SYSTÈME DES CERTIFICATS VERTS

Les certificats verts sont un mécanisme de soutien à la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et à la cogénération de qualité (électricité verte) mis en place en Région wallonne depuis le 1^{er} janvier 2003.

Sur base du rapport annuel 2011 de la CWaPE sur l'évolution du marché des certificats verts (publié début 2013) et compte tenu des dysfonctionnements pointés dans ce rapport, le Gouvernement wallon s'est attaché, dans l'urgence, à une réforme du système.

mai 2014 // Bruno Poncelet

LA DÉMOCRATIE : TOUJOURS À DÉFENDRE !

La démocratie : tout le monde en parle et s'en revendique, même si son concept peut faire débat... Pourtant, la démocratie n'est pas un acquis intangible de nos sociétés. Elle se trouve régulièrement détournée, tronquée, voire attaquée frontalement par ses plus farouches adversaires, parmi lesquels les tenants d'un ultralibéralisme qui ne se soucie que de son profit exclusif.

La fragilité de cette démocratie implique donc qu'elle doive être défendue et que ceux qui la protègent s'engagent à résister, encore et toujours, à des opposants d'autant plus déterminés qu'ils avancent masqués.

Voici l'écho du débat autour de cette notion de « démocratie », organisé par le CEPAG le 25 avril 2014 à Beez.

mai 2014 // Olivier Bonfond

LA COMMISSION EUROPÉENNE ET LE FMI SONT-ILS AVEUGLES ET SCHIZOPHRÈNES ?

Depuis plus de 30 ans, le Fonds Monétaire International (FMI) impose des politiques d'ajustement structurel (coupes drastiques dans les dépenses sociales, privatisations, « flexibilisation » du marché du travail, etc.) à la grande majorité des pays dits en développement (PED). L'objectif principal affiché est d'assainir les finances publiques afin de repartir sur de « bonnes bases ». Les résultats ont été dramatiques. La pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités ont explosé, tandis que le problème de la dette s'est aggravé. La dette des PED a été multipliée par quatre entre 1982 et 2012 et le service de la dette, siphonnant parfois jusqu'à 50 % des recettes budgétaires, a empêché la plupart des PED de réaliser des investissements socialement utiles et écologiquement responsables. Pour déterminer l'orientation à adopter face à la crise sans précédent dans laquelle les peuples d'Europe sont plongés, il apparaît donc très utile de se pencher attentivement sur ce qui s'est passé dans les pays du sud. Ne pas le faire, c'est risquer de tomber dans les mêmes travers ou de répéter des erreurs évitables.

Or, c'est exactement ce qui est en train de se passer...

juin 2014 // Lydie Gaudier

LE GAZ DE SCHISTE : UNE TRANSITION VERS LE TOUT-RENOUVELABLE. VRAIMENT ?

Malgré les controverses relatives à l'exploitation du gaz de schiste, un Fonds de recherche européen propose aujourd'hui une aide de 113 millions € aux entreprises qui en développent l'exploitation. Un « coup de pouce » qui entre dans le cadre du programme Horizon 2020 destiné à encourager le développement d'énergies à faible émission de carbone.

Comment faire passer la pilule ? Rien de plus simple ! Désormais, le discours dominant se fonde sur l'idée que, non seulement l'exploitation du gaz de schiste est moins dommageable pour le climat que celle du charbon, mais cette source d'énergie s'inscrirait aussi dans la transition vers le « tout aux énergies renouvelables ». Exit les critiques relatives au caractère de court terme de ce type d'exploitation.

juillet 2014 // Guy Chandelon

MODIFICATION DE LA LÉGISLATION DES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTÉ EN CE QUI CONCERNE LES CONTRATS D'ENTREPRISE : UN PLUS POUR LES TRAVAILLEURS CONCERNÉS ? ET POUR LESQUELS ?

Le 22 mai 2014, le gouvernement wallon a adopté un Arrêté apportant plusieurs modifications au sein de la réglementation relative aux entreprises de travail adapté (anciennement appelées ateliers protégés).

Ces modifications concernent notamment le sujet controversé des contrats d'entreprises, mais pas seulement...

juillet 2014 // Laurent D'Altoe

LA TYRANNIE DES TECHNOCRATES : MYTHE OU RÉALITÉ ?

Experts, lobbyistes et autres « spécialistes », les technocrates sont souvent présents dans les coulisses des instances de décision. A tel point que certains se demandent si ce ne sont pas eux qui tirent désormais les ficelles du pouvoir, loin de tout contrôle démocratique.

Alors fantasme politique ou réalité ?

août 2014 // Laurent D'Altoe

1914-1918 : UNE GUERRE HORRIBLEMENT MODERNE

Durant toute l'année 2014, on commémore le centenaire de ce qui est encore considéré aujourd'hui comme le premier conflit réellement mondial. La « der des ders » ne fut pas uniquement un traumatisme planétaire de par son ampleur, elle fut également à l'origine de bouleversements économiques et sociaux qui ont façonné le monde dans lequel nous vivons actuellement.

septembre 2014 // Laurent D'Altoe

NATIONALISME FLAMAND : LA REVANCHE DE LODE CLAES (1913-1997)

Lode Claes fut un personnage à la fois controversé et très influent dans les milieux politiques nationalistes flamands d'après-guerre. Très proche du monde économique du Nord du pays, il fut tour à tour universitaire brillant, collaborateur zélé en 40-45 et co-fondateur du Vlaams Blok en 1978. Peu connu en Belgique francophone, il reste une référence pour les nationalistes flamands actuels, que ce soit au sein de la N-VA ou du Vlaams Belang. Analyse...

octobre 2014 // Bruno Poncelet

LA COMMISSION EUROPÉENNE N'AIMÉ PAS LES INITIATIVES CITOYENNES

Le Règlement des Différends entre Investisseurs et Etats (RDIE) est l'enjeu le plus polémique des négociations transatlantiques. Même certains partisans du marché transatlantique s'inquiètent de cette clause, qui veut autoriser les multinationales à poursuivre les Etats dès qu'une loi (aux objectifs sociaux, démocratiques, écologiques...) interfère avec leurs intérêts financiers. Les investisseurs étrangers seraient ainsi autorisés à contester le fonctionnement de nos démocraties, en réclamant des dommages et intérêts devant un Tribunal d'arbitrage international ne tenant pas compte du droit national.

Au mieux, les Etats évitent la condamnation.

Au pire, ils sont sommés de payer des millions d'euros de dommages et intérêts à des firmes privées déjà richissimes ! Une loi aussi absurde est d'autant plus inacceptable que l'Europe prône la rigueur budgétaire, et pousse les gouvernements nationaux à imposer de sévères mesures d'austérité aux populations.

octobre 2014 // David Lannoy

MAL AIMÉS, MAL PAYÉS, MALTRAITÉS... COMMENT DE VICTIMES, LES CHÔMEURS SONT DEVENUS COUPABLES ?

Echo de la première journée du cycle de réflexion consacré à l'emploi et au chômage, organisé par le Cepag, en collaboration avec la FGTB wallonne et Alternatives économiques – 10 octobre 2014 à Beez.

La thématique de ce colloque est malheureusement parfaitement en phase avec l'actualité socio-économie. Le programme du gouvernement fédéral poursuit en effet la logique de stigmatisation et de culpabilisation des sans emploi. Depuis des années, on assiste à la mise en place d'une réelle politique de maltraitance des travailleurs sans emploi.

On passe même un nouveau cap avec l'instauration d'un « service à la collectivité » qui, s'il n'est pas à proprement parler « obligatoire », reste néanmoins du travail gratuit imposé par un chantage d'ordre financier. Tout cela est évidemment en lien avec les différentes attaques contre le monde du travail et les organisations syndicales.

Un des objectifs de cette demi-journée de réflexion est de faire le lien entre les différentes politiques de dégradation de l'assurance chômage qui ont été mises en place ces dernières années et la précarisation et flexibilisation du monde du travail, phénomènes qui ne cessent de se renforcer depuis trente ans.

octobre 2014 // Kevin Crochemore

LES STRATÉGIES SYNDICALES DANS L'EUROPE DES TRANSPORTS : LE CAS DES DOCKERS FRANÇAIS

Depuis le milieu des années 1970, la Communauté Economique Européenne puis, à partir de 1990, l'Union Européenne ont mené des politiques de libéralisation des transports. Si la Communauté a mis en place des mécanismes pour donner la voix aux syndicats (Comité économique et social européen, Comités paritaires devenus à partir de 1998 les Comités de dialogue social), ces organismes ne disposent pas des pouvoirs nécessaires pour peser durablement dans les décisions européennes. Par ailleurs les politiques néolibérales à l'œuvre dans toutes les sous-sections des transports sont vécues comme des attaques que le mouvement syndical doit repousser, souvent avec véhémence et en renouvelant ses répertoires d'actions traditionnels entre négociations et nouvelles formes d'actions d'opposition...

Cette note a été rédigée par Kevin Crochemore, chercheur à L'ULB, dans le cadre du colloque « Routiers et dumping social : quand l'Europe a le mal des transports », organisé par le CEPAG, la Maison syndicale de Mouscron et l'UBT-FGTB, le 21 octobre 2014 à Tournai.

octobre 2014 // Vanessa Amboldi & Laurent D'Altoe

QUAND L'EUROPE A LE MAL DES TRANSPORTS

Concurrence entre travailleurs, salaires de misère, conditions de travail inadmissible... Les transporteurs routiers sont les victimes du dumping social, nouvelle arme du libéralisme triomphant porté par l'Union européenne.

Avec pour prétexte la libre circulation, la législation européenne favorise le démantèlement sans précédent des conditions de travail des transporteurs routiers, tirant vers le bas les salaires et les conditions de travail. C'est tout l'important secteur des transports routiers qui s'en trouve fragilisé.

Le 21 octobre dernier, à Tournai, le CEPAG - en collaboration avec la Maison syndicale de Mouscron et l'Union Belge des Transports de la FGTB - a organisé un colloque sur le sujet. Parmi les intervenants, Nadia Hilal, Docteure en Science politique (EIP de Paris), a proposé une réflexion sur la privatisation progressive du rail en Europe. En voici les grandes lignes.

octobre & novembre 2014 // Michel Rosenfeldt

6^E RÉFORME DE L'ÉTAT & TRANSFERT DE COMPÉTENCES : LA POLITIQUE DE SOINS ET D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES : LES DIFFÉRENTS ENJEUX POUR LA WALLONIE - PARTIE 1 (ENJEUX 1 À 6) & PARTIE 2 (ENJEUX 7 À 13)

L'Accord de Gouvernement de décembre 2011 concrétisant la 6^e réforme de l'Etat a, entre autres, programmé le transfert de la totalité des compétences fédérales en matière de soins et d'aide aux personnes/personnes âgées aux communautés. Il s'agit :

- des compétences de l'INAMI (Institut national d'assurance maladie-invalidité) relatives aux forfaits versés pour les soins aux personnes âgées hébergées en maisons de repos et en maisons de repos et de soins ;
- de la fixation du prix réclamé aux résidents (les frais d'hôtellerie) ;
- de l'Aide aux Personnes Agées en perte d'autonomie (APA).

La Commission wallonne des Pensionnés et Pré-pensionnés du CEPAG a répertorié les principaux enjeux et difficultés qui attendent la Région wallonne dans les décisions politiques qu'elle devra prendre en la matière.

novembre 2014 // Olivier bonfond

SANS L'ARTICLE 123 DU TRAITÉ DE LISBONNE : LA DETTE BELGE SERAIT EN-DESSOUS DE 50 % DU PIB

L'article 123 du traité de Lisbonne confirme l'interdiction pour les Etats membres de l'UE d'emprunter directement à la BCE. Cette disposition a creusé un déficit abyssal dans les caisses des Etats. Rien qu'en Belgique, ce sont 186 milliards d'euros d'intérêts qui auraient pu être économisés sur une période de 20 ans...

novembre 2014 // Mehdi El Abassi (st.) & Vanessa Amboldi

LA VIOLENCE DES RICHES

Les sociologues français Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, directeurs de recherche au CNRS aujourd'hui à la retraite, sont des spécialistes de la bourgeoisie. Depuis 30 ans, ils observent les « riches », décortiquent et analysent les agissements de cette petite partie de la population qui domine et concentre tous les pouvoirs.

Dans leur dernier ouvrage «La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale» (Editions Zones - La Découverte 2013), ils dressent une liste non-exhaustive des violences de cette classe dominante qui nous livre une guerre sans merci.

Pour eux, la casse sociale, sur fond de crise, bat son plein : les vies deviennent jetables et les existences sont sacrifiées. Nous sommes confrontés à une violence et une misère sociales qui n'ont de cesse de s'intensifier. Avec pour premières victimes : les classes populaires.

A l'invitation du CEPAG, les Pinçon-Charlot ont donné une série de conférences en Belgique (Namur, Bruxelles et Liège) pour partager leur analyse de cette véritable « guerre des classes » et faire part de leur réflexion sur la manière de transformer ce système en redevenant des citoyens à part entière. Retour sur un couple qui cogne dur et parle clair !

novembre 2014 // Anne-Marie Andrusyszyn

CITOYENNETÉ ET CRISE DE LA DÉMOCRATIE - PRÉLIMINAIRES D'UNE RÉFLEXION : CITOYENNETÉ ET ÉTAT

La citoyenneté active et participative est-elle devenue inopérante ?

Le désinvestissement à la participation démocratique d'un nombre important de citoyens nous amène à poser la question du « comment en est-on arrivé là » ?

Le désintérêt de la chose publique, la chute de la participation aux élections, la désillusion du principe démocratique, le retrait face au militantisme, le déni des représentants politiques, ... Tant d'indicateurs qui signalent un retrait important de la participation à la démocratie.

La citoyenneté moderne serait-elle synonyme de dé-participation et de dé-responsabilité ?

Cette note est la première d'une série de 3 consacrées à la citoyenneté et à la crise de la démocratie. Les 2 autres seront publiées en 2015.

décembre 2014 // Bruno Poncelet

LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE : UN DANGER POUR LES ENTITÉS FÉDÉRÉES ET LES POUVOIRS COMMUNAUX

En juillet 2013, l'Europe et les Etats-Unis ont entamé des négociations en vue de créer, entre eux, une zone de « libre-échange » transatlantique. Si les négociations débouchent sur un accord, cela voudra dire que les capitaux, marchandises et services des entreprises seront autorisés à circuler librement entre les deux territoires. Autrement dit, on assistera à la mise en place d'un grand marché transatlantique (élargissant, à bien des égards, l'actuel marché unique européen aux Etats-Unis).

décembre 2014 // Nicolas Latteur

L'AUSTÉRITÉ EST-ELLE NÉCESSAIRE ?

Oui, l'austérité est « nécessaire ». Mais pourquoi ? Qui la décide ? Et de quelle nécessité s'agit-il ?

décembre 2014 // Laurent D'Altoe

PRESSE ET GROGNE SOCIALE : À LA RECHERCHE DE L'OBJECTIVITÉ

Depuis la grande manifestation citoyenne du 6 novembre 2014, le front commun syndical, rejoint par de nombreux citoyens et associations, lutte contre les mesures d'austérité que veut imposer un gouvernement fédéral néolibéral et dominé par les nationalistes de la N-VA. De leur côté, les médias francophones en général, et la presse en particulier, ne montrent le plus souvent qu'un aspect (très) limité du phénomène. Petit voyage au pays de la pensée unique.

décembre 2014 // Gianni Infanti & Olivier Bonfond

LE BUDGET 2015 DE LA RÉGION WALLONNE

Le 21 novembre 2014, le gouvernement wallon a arrêté les chiffres du budget 2015. Cette note se propose de mettre en évidence quelques éléments clés qui ressortent d'une première analyse de ces chiffres.

décembre 2014 // Gianni Infanti

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE EN WALLONIE VUE SOUS L'ANGLE DES DIFFÉRENTES ACTIONS MENÉES

Au cours de ces dernières années, la politique scientifique en Wallonie a été modifiée en profondeur. Suite aux Plans Marshall 1 et 2, des moyens additionnels ont été consentis en faveur de la recherche. A travers ceux-ci mais aussi la note cadre « Vers une politique intégrée de la recherche » et le programme-cadre Creative Wallonia, ce sont plus que des moyens mais bien de réelles orientations stratégiques qui ont été définies afin de permettre de considérer la problématique de la recherche dans son intégralité.

Cette note se propose de détailler, de manière non-exhaustive, différentes actions menées en matière de recherche et développement (R&D) et d'innovation en Wallonie.

décembre 2014 // Dimitri Coutiez & Gianni Infanti

LIMITATION DES ALLOCATIONS D'INSERTION... LE POINT SUR LES EXCLUSIONS EN 2015

A quelques jours de l'échéance fatidique, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 37.000 sans emploi seront exclus du chômage au 1^{er} janvier 2015 !

C'est l'effet de la limitation dans le temps des allocations d'insertion, décidée par le précédent gouvernement fédéral. Une mesure qui va créer un bain de sang social sans précédent. Une mesure qui traduit une politique injuste, cynique et absurde en pleine période de crise et de manque d'emploi.

Sans oublier que ce cataclysme social va se doubler d'un afflux massif et inédit de citoyens vers les CPAS. En quelques jours, ce sont des milliers d'exclus qui s'adresseront à ces organismes publics. Et le phénomène ne s'arrêtera pas là puisque, après 2015, les exclusions continueront de s'enchaîner, mois après mois, année après année...

Mais ce n'est pas tout. Car les mesures que le gouvernement de Charles Michel tente d'imposer (en matière de temps partiel, de maladie-invalidité, de chômage, de fins de carrière...) ne feront qu'accentuer l'exclusion et la précarité ! Ce qui signifie, inévitablement, un nouveau transfert de charge du fédéral vers les CPAS et les communes. La situation, au niveau local, risque vite de devenir ingérable.

ÉTUDES

LAURENT D'ALTOE

EXTRÊME DROITE : L'ÉTERNEL RETOUR ?

Les sondages sont ce qu'ils sont mais, lors des élections de mai 2014, force est de constater que ceux qui avaient prévu une montée significative des mouvements d'extrême droite dans l'Union européenne ne furent pas mis en difficulté : France, Hongrie, Autriche, ... Autant de pays « respectables » qui ont vu s'installer durablement des partis d'extrême droite dans leur paysage politique. La France, patrie des Droits de l'Homme suivant l'expression consacrée, hérite du douteux privilège de voir fleurir sur ses terres un Front National qui monte à plus de 25 % (avec, il est vrai, un fort taux d'abstention), devenant le premier parti de l'Hexagone aux élections européennes.

Le but de la présente étude est de dresser à grands traits l'état des lieux des principaux mouvements d'extrême droite en Belgique et dans l'Union européenne, tout en gardant bien à l'esprit que l'extrême droite est actuellement en pleine mutation, ce qui rend l'identification et la lecture idéologique beaucoup plus ardues.

MICHEL ROSENFELDT

L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES ÂGÉES EN WALLONIE : ÉTAT DES LIEUX

Cette étude a pour objet de vous familiariser aux règles de programmation, d'agrément et de subventionnement des lits en maisons de repos en Wallonie.

Elle traite également :

- des normes de fonctionnement et d'encadrement pour les maisons de repos ;
- des normes relatives au nombre, à la classification et à la qualification du personnel dans les maisons de repos ;
- des normes de financement de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI) concernant le personnel de soins dans les maisons de repos (MR), les maisons de repos et de soins (MRS) et les Centres de soins de jour (CSJ).

Nous dresserons aussi un état des lieux détaillé (datant de septembre 2013) de l'hébergement institutionnel des personnes âgées dans toutes les structures existantes au sein des maisons de repos en Wallonie.

A partir de cet état des lieux, nous analyserons et critiquerons la politique et les priorités menées au plan wallon, en collaboration avec le fédéral, en matière d'hébergement dans les maisons de repos (depuis le 1^{er} Décret wallon du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences services et centres d'accueil de jour).

Le vieillissement de la population, la question de l'hébergement des personnes âgées, le manque de structures sont des préoccupations bien réelles mais encore peu connues.

Jusqu'à présent, seuls quelques spécialistes se sont appropriés un tel sujet alors que les choix politiques qui en relèvent nous concernent tous. En effet, nous pouvons tous être amenés à héberger un de nos proches dans une maison de repos, voir en choisir une pour nous-mêmes.

Avec cet état des lieux inédit, qui fait état, de la manière la plus exhaustive possible, de la situation de l'hébergement des personnes âgées en Wallonie, il sera possible de s'approprier la question. En tant que citoyens engagés, nous pouvons, sur cette base, développer des revendications pour un accueil suffisant, adapté et humanisé pour les personnes âgées, quel que soit leur niveau d'autonomie ou leurs revenus. Il s'agit de mettre en avant le droit élémentaire de vivre décemment lorsqu'on est âgé. C'est une question de solidarité !

ÉMISSIONS TV REGARDS

Les émissions
Regards, produites par
le CEPAG et réalisées par
Yannick Bovy, sont diffusées
sur la RTBF. Elles sont visibles
sur le site www.cepag.be mais
également disponibles en DVD au
prix de 10 €. Pour toute info :
daniel.wojtalik@cepag.be
tél. 02 506 83 96.

janvier 2014

LA VIOLENCE DES RICHES

Voici un couple de sociologues qui cogne dur et parle clair. Entretien avec Monique et Michel Pinçon-Charlot, autour de leur livre «La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale» (Editions Zones - La Découverte 2013).

mai 2014

ACTEURS DES TEMPS PRÉSENTS

Drôles d'oiseaux que ces oiseaux de passage. Des assoiffés d'azur, des poètes, des fous... pas si fous que ça. Avril bourgeoise, et les voilà sur les routes, toute une semaine, traversant villes, villages et campagnes de Wallonie. On les a vus à Virton, à Namur, à La Louvière, à Mons, on les a vus au bord d'un canal, on les a vus jouer à la marelle sur des marchés. Parfois, ils se sont sentis seuls. Parfois, on les a regardés avec inquiétude. Souvent, on leur a souri. Quoi qu'il arrive, ils ont continué leur marche, nouveaux explorateurs au pays des scandales et des merveilles.

septembre 2014

TRANSATLANTIQUE ARNAQUE : LA CASSE DU SIÈCLE

Dans la plus grande discrétion, l'Union européenne et les Etats-Unis négocient actuellement la création d'un grand marché transatlantique.

Objectif ? Supprimer les «obstacles au commerce», au bénéfice des entreprises multinationales. Dans le dos (et sur le dos) des populations. Date butoir : 2015.

Ce projet de grand marché transatlantique porte en lui de très lourdes menaces : systèmes sociaux et services publics démantelés, explosion des inégalités, destructions environnementales, répression des mouvements sociaux, atteintes aux libertés démocratiques...

Explications, témoignages et propositions de démontage dans cette nouvelle émission «Regards», derrière les murs du silence.

décembre 2014

GRÈVE GÉNÉRALE

Qui sont les preneurs d'otages ? Les milliers de travailleurs en grève qui se mobilisent aux quatre coins de la Belgique, ou un gouvernement qui a choisi de déclarer la guerre à l'ensemble de la population ? Le programme du gouvernement Michel est une attaque brutale contre les salaires, les pensions, les services publics, la sécurité sociale, l'emploi... Face à cette offensive austéritaire, les travailleurs contre-attaquent. Grève générale. Et dans cette nouvelle émission «Regards», ils vous expliquent ce qui nous pend au nez.

LES FICHES D'ACTUALITÉ DE LA CCB*

EN COLLABORATION AVEC LA FGTB BRUXELLES

* CENTRALE CULTURELLE BRUXELLOISE

Ces fiches
syndicales
ont été réalisées par
la CCB et le Bureau d'études
de la FGTB.
Elles sont téléchargeables
sur www.cepag.be
ou sur demande :
veronique.bel@fgtb.be
tél. 02 552 03 57.

Fiche n°1

LE MODÈLE SOCIALE BELGE FACE À LA GOUVERNANCE EUROPÉENNE

Le 20 novembre 2013, l'Ecole syndicale de la CCB réunissait 270 militants pour débattre des nouveaux outils de gouvernance économique dont l'Union européenne s'est dotée. Ils se sont attelés à en évaluer l'impact sur le modèle social belge... Lars Vande Keybus (Service d'études de la FGTB fédérale) et Anne Dufresne (sociologue, FRS-FNRS) ont introduit le sujet en présentant les nouvelles règles de gouvernance économique, leurs conséquences directes pour les travailleurs et les réponses syndicales à la modération salariale (au niveau européen).

Fiche n°2

LE DROIT À LA VILLE : QUELLES ACTIONS ?

Aujourd'hui, partout dans le monde, les villes jouent un rôle déterminant dans le développement économique. En Belgique, Bruxelles est le plus gros pôle économique, avec une concentration de 20 % de la richesse du pays. Bruxelles connaît une croissance démographique, économique et territoriale qui transforme la ville. De ville industrielle, elle est devenue ville de services ; de capitale nationale, elle est devenue capitale européenne ; et de ville franco-néerlandophone, elle est devenue ville cosmopolite.

Le point sur un "droit à la ville" pour TOUS les Bruxellois...

Fiche n°3

RÉGION DE BRUXELLES : UN SOMMET SOCIAL PROMETTEUR

Le 10 octobre 2014, syndicats et patrons se sont réunis avec tous les ministres bruxellois pour le premier 'sommet social extraordinaire' de la législature régionale. A l'ordre du jour : la détermination d'une stratégie de développement commune en matière d'économie, d'emploi, de formation et d'enseignement, à l'horizon 2025.

Sans en présager l'issue, ce nouveau chantier ouvert à la concertation sociale rencontre l'une des principales revendications syndicales.

Cependant, si les convergences sont nombreuses, il reste, pour les syndicats, d'importants points critiques à examiner.

Fiche n°4

LA RÉSISTANCE AUX COURANTS RÉACTIONNAIRES ET LIBERTICIDES

Le constat est connu et incontestable : Bruxelles est une Région très prospère en termes de production de richesses mais de nombreux Bruxellois sont aujourd'hui fort pauvres en termes de revenus. Depuis la création, en 1989, de la Région de Bruxelles-Capitale, la population bruxelloise est passée du statut de « population la plus riche du pays » à celui de « population la plus pauvre » !

Analyse dans cette note...

Fiche n°5

ANALYSE DE L'ACCORD DE MAJORITÉ/ DÉCLARATION DE POLITIQUE RÉGIONALE BRUXELLOISE SUR LE LOGEMENT

La présente analyse portera sur la politique du logement. Les autres volets comme l'aménagement du territoire, l'urbanisme, le foncier, la fiscalité, bien que fortement liés, feront l'objet de contributions et d'analyses ultérieures.

Les différents éléments de la Déclaration seront ici tout d'abord synthétisés, pour permettre d'ensuite relever les éléments de convergence, les éléments de divergence, ainsi que les points d'attention, au regard de nos positions.